



**PRÉFET
DE L'AIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
des territoires**

Bourg en Bresse, le 29 juin 2021

Secrétariat de la CDPENAF
Service Urbanisme et Risques
23, rue Bourgmayer – CS 99410
01012 Bourg-en-Bresse cedex
Courriel : ddt-cdpenaf@ain.gouv.fr

Commission Départementale de Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers Procès-Verbal de la réunion du 27 mai 2021

Le jeudi 27 mai 2021 à 14h00, la commission départementale de préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers (CDPENAF) de l'Ain, constituée par arrêté préfectoral du 1^{er} octobre 2015, s'est réunie dans le respect des règles sanitaires en vigueur et en application des consignes du ministère de l'intérieur, sous la présidence de Sébastien Viénot, directeur départemental adjoint des territoires.

Membres présents

- M. Jean-Yves Flochon, vice-président du Conseil départemental ;
- M. Etienne Ravot, association départementale des communes forestières
- M. Sébastien Viénot, directeur départemental adjoint des territoires représentant la préfète ;
- M. Stéphane Verthuy, représentant la direction départementale des territoires ;
- M. Michel Joux, président de la chambre d'agriculture ayant reçu pouvoir de la FDSEA ;
- M. Guillaume Joux, représentant des Jeunes Agriculteurs ;
- M. Serge Cadot, Terre de Liens ;
- M. Maxime Flamand, France Nature Environnement (FNE) ;
- Mme Alexandra Duthu, Institut national de l'origine et de la qualité (INAO).

Membres excusés

- M. Gilles Thomasset, vice-président de la CCPB ;
- M. Gilles Brenon, représentant la FDSEA, ayant donné pouvoir à la chambre d'agriculture ;
- Mme Isabelle Dubois, présidente de la CC Dombes ;
- M. Nicolas Greff, conservatoire Rhône-Alpes des espaces naturels.

Membres qualifiés – Experts

- M. Florian Leclerc, Établissement public foncier (EPF) de l'Ain ;

Participaient également à la réunion

- Pour l'élaboration du PLUiH de la communauté de communes du Pays Bellegardien : Nabyl Saïdi, chargé de mission de la CCPB
- Pour la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU de la commune de Saint-Jean-sur-Veyle : M. Lhotelais, vice-président à la planification de l'urbanisme et de l'habitat de la CC La Veyle, Mme Renaud-Lyat, maire de Saint-Jean-sur-Veyle, Mme Julie Charrière, chargée de mission CC La Veyle
- DDT : M. Philippe Delmas, Mme Hélène Chapeau, Mme Geneviève Carrotte

Le quorum étant atteint, la CDPENAF peut délibérer valablement.

* * *

Communauté de communes du Pays Bellegardien. Élaboration du PLUiH au titre des articles L. 151-13 et L. 151-12 du code de l'urbanisme et au titre des articles L. 112-1-1 et D. 112-1-23 du code rural et de la pêche maritime

Vu la saisine de la commission en date du 24/03/2021 pour avis sur l'élaboration du PLUiH délimitant des STECAL zonés au titre de l'article L 151-13 du code de l'urbanisme, sur le règlement des extensions et annexes des bâtiments d'habitation en zones A et N au titre de l'article L 151-12 du code de l'urbanisme et sur la réduction substantielle de surfaces AOP au titre des articles L. 112-1-1 et D. 112-1-23 du code rural et de la pêche maritime ;

Vu la doctrine relative aux extensions et annexes des habitations isolées en zone A et N, validée par la CDPENAF de l'Ain lors de sa séance du 17 décembre 2015

Vu l'exposé du projet présenté par monsieur Saïdi, chargé de mission à la communauté de communes du Pays Bellegardien à l'attention des membres de la CDPENAF de l'Ain ;

Considérant les débats tenus en séance qui n'ont pas identifié d'élément bloquant, mais avec des questionnements sur le calcul des surfaces agricoles AOP ;

Au titre des articles L. 151-12 et L. 151-13 du code de l'urbanisme,
émet un avis favorable

Au titre de l'article L. 112-1-1 du code rural et de la pêche maritime,
émet un avis favorable à l'unanimité, moins une réserve de l'INAO

* * *

Commune de Saint-Jean-sur-Veyle. Déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU au titre des articles L. 151-13 et L. 142-5 du code de l'urbanisme

Vu la saisine de la commission en date du 16/04/2021 pour avis sur la modification d'un STECAL au titre de l'article L. 151-13 du code de l'urbanisme ;

Vu la saisine de la commission en date du 21/04/2021 pour avis sur la demande de dérogation à la règle d'urbanisation limitée pour la modification d'un STECAL au titre de l'article L. 142-5 du code de l'urbanisme ;

Vu l'exposé du projet présenté par madame Julie Charrière, chargée de mission à la communauté de communes La Veyle à l'attention des membres de la CDPENAF de l'Ain ;

Considérant l'intérêt du projet permettant de valoriser les productions agricoles biologiques ;

Considérant la demande de FNE pour que le projet évite en priorité le secteur en zone humide de la parcelle concernée par l'ouverture à l'urbanisation ;

Au titre des articles L. 142-5 et L. 151-13 du code de l'urbanisme
émet un avis favorable avec une vigilance concernant l'évitement de la zone humide.

* * *

Commune de Druillat. Avis sur la délimitation de secteurs de taille et de capacité limitées (STECAL) au titre de l'article L 151-13 du code de l'urbanisme et sur les extensions et annexes des bâtiments d'habitation en zones A et N au titre de l'article L. 151-12 du code de l'urbanisme

La Commission Départementale de Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers de l'Ain,

Vu la saisine de la commission en date du 23/04/2021 pour avis sur la révision du PLU délimitant 4 STECAL zonés Ax au titre de l'article L 151-13 du code de l'urbanisme ;

Vu l'avis réputé défavorable de la CDPENAF et la demande de précisions sur la nature des activités dans les 4 STECAL lors d'un premier examen en séance du 21/01/2021 ;

Vu l'exposé du projet présenté par la DDT à l'attention des membres de la CDPENAF de l'Ain ;

Considérant les débats tenus en séance qui n'ont pas identifié d'élément bloquant ;

Au titre de l'article L. 151-13 du code de l'urbanisme

Émet un avis favorable à l'unanimité, moins un avis réservé de Terre de Liens

Conformément à l'article L. 112-1-1 al.8 du code rural et de la pêche maritime, le présent avis doit être joint au dossier d'enquête publique.

Extensions et annexes des bâtiments d'habitation en zones A et N

La Commission Départementale de Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers de l'Ain,

Vu la saisine de la commission en date du 23/04/2021 pour avis sur la révision du PLU sur le règlement des extensions et annexes en zones A et N au titre de l'article L. 151-12 du code de l'urbanisme ;

Vu la doctrine relative aux extensions et annexes des habitations isolées en zone A et N, validée par la CDPENAF de l'Ain lors de sa séance du 17 décembre 2015 ;

Vu l'exposé du projet présenté par la DDT à l'attention des membres de la CDPENAF de l'Ain ;

Au titre de l'article L. 151-12 du code de l'urbanisme :

émet un avis favorable à la disposition du règlement du PLU de Druillat concernant les extensions et annexes des bâtiments d'habitation en zones A et N sous réserve d'une réécriture du règlement conforme à la doctrine de la commission du 17 décembre 2015.

Conformément à l'article L. 112-1-1 al.8 du code rural et de la pêche maritime, le présent avis doit être joint au dossier d'enquête publique.

* * *

Commune de Ruffieu – Avis conforme sur la délibération motivée relative à la construction d'une coupole d'observation en dehors des parties urbanisées de la commune au titre de l'article L. 111-5 du code de l'urbanisme

Vu la saisine de la commission en date du 17/05/2021 pour avis conforme sur la délibération motivée de la commune de Ruffieu relative à la déclaration de projet n° 001 330 21 A0003 portant sur la construction d'une coupole d'observation au titre de l'article L. 151-11 ;

Vu l'exposé du projet présenté par la DDT à l'attention des membres de la CDPENAF de l'Ain ;

Considérant l'absence du maire, invité à présenter l'avis émis par la commune en commission ;

Au titre de l'article L. 151-11 du code de l'urbanisme :

décide que la délibération motivée sera examinée lors de sa prochaine séance le 08/07/2021.

* * *

Commune de Manziat – Avis simple sur le projet de création d'une remise à matériel agricole close mais avec des panneaux photovoltaïques sur la toiture au titre de l'article L. 111-4-2° du code de l'urbanisme

Vu la saisine de la commission en date du 17/05/2021 pour avis simple sur le projet de création d'une remise à matériel agricole close mais avec des panneaux photovoltaïques sur la toiture au titre de l'article L. 111-4-2° du code de l'urbanisme ;

Vu l'exposé du projet présenté par la DDT à l'attention des membres de la CDPENAF de l'Ain ;

Considérant les débats relatifs l'implantation du bâtiment au centre de la parcelle et la surface demandée au regard des besoins exprimés ;

Au titre de l'article L. 111-4-2° du code de l'urbanisme :

émet un avis favorable à l'unanimité, moins un avis défavorable de Terre de Liens et un avis réservé de l'INAO

* * *

Informations diverses

Mise en place d'un groupe de travail chargé d'élaborer une doctrine concernant le photovoltaïque

- **Contexte**

Le service Agriculture et Forêt (SAF) de la DDT explique être consulté de plus en plus fréquemment pour émettre des avis sur des projets de permis de construire de hangars avec charpente métallique et comportant des panneaux solaires en toiture.

Si la nécessité agricole est avérée dans la majorité des cas, le sur-dimensionnement potentiel des bâtiments devient une réelle source de questionnement.

À titre d'exemple, dans une commune de la Bresse, une exploitation de 70 ha a présenté un projet de construction de deux hangars d'une superficie de 3 600 m² pour abriter 4 chevaux.

La DDT confirme aux membres de la commission la constitution d'un groupe de travail pour rédiger une doctrine interne à la CDPENAF de l'Ain, comme évoqué lors de la CDPENAF stratégique.

- **Décision**

La proposition est reçue favorablement et le sujet sera inscrit à la commission du 8 juillet 2021.

Terre de Liens demande que le SAF transmette aux membres de la CDPENAF les doctrines déjà produites dans d'autres départements ou régions.

La Chambre d'agriculture souligne la vigilance qui doit être portée dans les réflexions du groupe de travail sur le photovoltaïque en toiture, mais aussi au sol.

Commune de Pérouges : suite du dossier présenté à la CDPENAF le 25 mars 2021

Après expertise de la DREAL, le dossier présenté en séance du 25 mars 2021 n'est pas soumis à évaluation environnementale systématique. De fait, le projet ne rentre pas dans le cadre du dispositif des compensations collectives agricoles.

Plaquette relative à la compensation collective agricole

Présentation par le SAF de la plaquette finalisée qui est jointe au présent compte-rendu.

S'agissant de la diffusion de la plaquette, il est acté en réunion qu'elle sera mise à disposition sur les sites intranet des membres qui le souhaitent.

Plateforme d'échanges OCMI

Présentation technique de l'outil.

Une relance sera faite pour l'obtention rapide des droits d'accès aux membres de la commission.

La préfète, présidente de la commission,
pour la préfète,
le directeur départemental adjoint des territoires,



Sébastien Vienot